



PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Bourgogne-Franche-Comté
Unité Départementale de la Côte-d'Or

ARRÊTÉ PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N° 1641 du 25 OCT. 2024

portant modification de l'autorisation environnementale dont bénéficie la société SARPI Minéral France pour exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux

COMMUNE DE DRAMBON

LE PRÉFET DE LA CÔTE-D'OR

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles , L. 181-14, R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux au titre de la rubrique n° 2760 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2013 modifié relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution) ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 465 du 03 juillet 2019 autorisant la société SUEZ RR IWS Minerals France à exploiter une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux sises Ecopôle des Grands Moulins à Drambon (21270) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire N° 716 du 15 juin 2022 portant transfert de l'autorisation d'exploiter à la société SARPI MINERAL FRANCE ;

Vu le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) adopté par le Conseil Régional de Bourgogne Franche-Comté le 15 novembre 2019 ;

Vu le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) adopté par le Conseil Régional de Bourgogne-Franche-Comté le 16 juin 2020 ;

Vu le courrier préfectoral du 30 septembre 2021 autorisant à titre exceptionnel une augmentation de la capacité d'enfouissement de déchets amiantés du site de Drambon pour l'année 2021 ;

Vu le courrier préfectoral du 14 décembre 2022 autorisant à titre exceptionnel une augmentation de la capacité d'enfouissement de déchets amiantés pour l'année 2022 du site de Drambon, proportionnellement à la capacité résiduelle non utilisée en DND minéraux ;

Vu les demandes de la société SARPI Minéral France en date des 13 mars et 27 juillet 2023 ayant pour l'objet les modifications des conditions d'exploitation des casiers amiante de l'Installation de

stockage de déchets non dangereux (ISDND) et de la zone de chalandise des OMr, DAE et refus de tri admis en ISDND ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 09 septembre 2024 ;

VU l'avis du CODERST en date du 19 septembre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté le 3 octobre 2024 à la connaissance de l'exploitant ;

Vu l'absence d'observations présentées sur ce projet par la société SARPI Minéral France ;

CONSIDÉRANT que l'autorisation préfectorale autorisant l'exploitation de l'ISDND de Drambon doit être compatible avec le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) incluant les éléments du plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD);

CONSIDÉRANT que les modifications apportées n'entraînent aucun danger ou inconvénient pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 101-1 du Code de l'environnement et autres conditions visées au point II l'article L. 181-3 du Code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les déchets (matériaux de construction contenant de l'amiante) MCCA sont spécifiques et ne disposent pas d'autres exutoires dans le département ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de modification de la cote finale de réaménagement autorisée pour les casiers, ni de modification de l'emprise des casiers ;

CONSIDÉRANT qu'il n'y a pas de modification des autres activités du site ;

CONSIDÉRANT que le projet porte sur une augmentation de 24 900 tonnes de la capacité totale des casiers existants dédiés aux déchets MCCA mais sans augmentation de la capacité annuelle globale de l'ISDND, ni augmentation de son emprise ;

CONSIDÉRANT que le projet ne concerne pas les déchets liés au classement SEVESO ;

CONSIDÉRANT que le projet ne présente pas de dangers ou impact significatif pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'Environnement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 – Objet

La société SARPI Minéral France (SIREN 322 107 848) dont le siège social est situé 427 route du Hazay à Limay (78520), qui est autorisée à exploiter une installation de stockage de déchets non dangereux à l'Ecopôle des Grands Moulins sur le territoire de la commune de Drambon, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 - Capacités maximales totales et annuelles

Les dispositions de l'article n° 1.2.6.3. - Capacités maximales totales et annuelles - de l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« L'exploitant doit respecter, pour chaque typologie de déchet, les capacités totales et annuelles maximales suivantes pour l'activité de l'ISDND :

Année	DND (tonnes)	DND minéraux + MCCA (tonnes)		Capacité maximale annuelle (tonnes)
2019	106 000	10 000	20 000	136 000
2020	102 000	11 000	20 000	133 000
2021	102 000	11 000	20 000	133 000
2022	98 000	3 000	20 000	131 000
Année	DND (tonnes)	DND minéraux et MCCA (tonnes)		Capacité maximale annuelle (tonnes)
2023	95 000	35 000		130 000
2024	94 000	36 000		130 000
2025	92 000	37 000		129 000
2026	90 000	38 000		128 000
2027	90 000	38 000		128 000
2028	87 000	40 000		127 000
2029	85 000	40 000		125 000
2030	77 000	40 000		117 000
2031	60 000	40 000		100 000
Capacité maximale totale	1 178 000	469 000		1 647 000

»

Article 3 – Origine géographique

Les dispositions de l'article n° 1.2.6.6. – Origine géographique – de l'arrêté préfectoral N°465 du 03/07/2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

- « l'exploitant doit s'assurer que l'origine géographique des déchets stockés dans l'ISDND, respecte les dispositions du plan régional de prévention et de gestion des déchets intégré dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires de la Bourgogne-Franche-Comté en vigueur ;
- les DND minéraux et les MCCA proviennent de la région Bourgogne-Franche-Comté. Cette zone de chalandise est élargie aux régions limitrophes, pour les MCCA ;
- l'installation de stockage de déchets non dangereux est destinée à accueillir des déchets non dangereux (Omr, refus de tri et DAE) produits :
 - dans l'ensemble du département de la Côte-d'Or et ceux produits à une distance maximale de 75 kilomètres à vol d'oiseau du site en région Bourgogne-Franche-Comté ; ces déchets sont réputés satisfaire au principe de proximité sans justificatif sur ce point ;
 - au-delà d'une distance de 75 kilomètres à vol d'oiseau du site en région Bourgogne-Franche-Comté, sans toutefois dépasser un rayon de 100 km, si le producteur de déchets ne dispose pas d'au moins 3 installations concurrentes capables de traiter ses déchets dans un rayon de 75 km. Les justificatifs de cette vérification sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées ;
 - à une distance maximale de 75 kilomètres à vol d'oiseau du site hors région Bourgogne-Franche-Comté, dans la limite de 10 % maximale du tonnage annuel autorisé et sous réserve que l'exploitant s'assure du respect du principe de proximité avant d'accepter les déchets. Les justificatifs de cette vérification sont tenus à disposition de l'Inspection des installations classées ».

Les déchets en provenance d'installations provisoirement à l'arrêt ne sont pas soumis à ces restrictions d'origine géographique, dans une limite d'une durée de 3 mois consécutifs. Cette situation fait l'objet systématiquement d'une information préalable de l'inspection des installations classées. Ces déchets sont comptabilisés ou non dans la capacité annuelle de stockage, et dans la part de déchets extérieurs autorisés, selon les critères fixés à l'article L.541-25-1 :

– déchets situés dans un département de la Côte d'Or ou dans un département limitrophe à la Côte d'Or ou dans le département du Doubs : non comptabilisés dans le tonnage annuel maximum autorisé ;
– déchets situés au-delà des départements limitrophes à la Côte d'Or (hors département du Doubs) : comptabilisés dans le tonnage annuel maximum autorisé et la limite prévue dans les plans déchets en vigueur concernant l'accueil de déchets extérieurs au département de la Côte d'Or

Les éléments attestant du respect du présent article sont fournis dans le rapport annuel prévu à l'article 26 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

Article 4 – Réaménagement final des casiers dédiés aux MCCA

Les dispositions de l'article n° 8.4.5. - Réaménagement final des casiers dédiés aux MCCA - de l'arrêté préfectoral N°465 du 03/07/2019 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

« La couverture finale présente une pente d'au moins 5 % sur le dôme du casier (hormis au niveau de la crête sommitale) et d'environ 50 % pour les talus. La couverture finale a une structure multi-couches et comprend au minimum, du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité composée :

- ✓ d'une couche de matériaux d'une épaisseur d'au moins 70 cm et présentant une perméabilité $k \leq 5.10^{-9}$ m/s ;
- ✓ d'une géomembrane en PEHD d'épaisseur minimale 1,5 mm ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée d'un géocomposite drainant. Ce dernier assure également une protection de la géomembrane ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale de 30 cm.

La couverture finale est conçue de manière à prévenir les risques d'érosion et à favoriser l'évacuation de toutes les eaux pluviales internes de ruissellement vers le réseau interne de fossés.

Les casiers sont conçus, exploités et réaménagés de sorte à garantir leur stabilité dans le temps. En ce sens, une sur-épaisseur de matériaux (butée de pied de largeur 1,5 m sur 2 m de hauteur) est notamment prévue à la base des flancs des casiers. »

Article 5 – Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

Le présent arrêté est notifié à la société SARPI Minéral France .

Article 6 – Voies et délais de recours

Conformément aux articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.
2. Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 7 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de la Côte-d'Or, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et le maire de la commune de Drambon sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée.

Fait à DIJON,

Le secrétaire général de la préfecture
de la Côte d'Or,
en charge de l'intérim des fonctions
de préfet de la Côte d'Or



Johann MOUGENOT

